



Crédit suisse a été racheté par sa rivale UBS.
Fabrice COFFRINI / AFP

Article abonné

Entretien

M Silicon Valley Bank, Crédit suisse... Va-t-on revivre la crise financière de 2008 ?

Propos recueillis par Franck Dedieu

Publié le 20/03/2023 à 12:57

DÉCOUVREZ

Mariannetv


LA WEB TV
DU JOURNAL MARIANNE



DÉCOUVRI



Les banques américaines et suisses se retrouvent

 dans une tempête boursière inédite depuis fort longtemps. Le risque de contagion à l'ensemble des établissements financiers européens existe-t-il ? Les États vont-ils, comme au lendemain de la faillite de Lehman Brothers en 2008, à nouveau renflouer les apprentis sorciers de la finance ? Réponses de Michel Santi, économiste, ancien conseiller de plusieurs banques centrales et auteur de « BNS : rien ne va plus ».

Marianne : Faillite de la Silicon Valley Bank, effondrement boursier du Crédit suisse (Credit Suisse Group AG, finalement racheté par sa concurrente UBS) le lendemain. Vit-on une nouvelle crise financière majeure ?

Michel Santi : L'intervention à quelques heures d'intervalle de deux banques centrales (américaine et suisse) en dit long sur la gravité de la situation. D'abord, aux États-Unis, la Federal Reserve (la banque centrale des États-Unis) a décidé de garantir les dépôts des clients. Il faut sans doute s'en féliciter, mais cette aide représente un coût pour le pays et, surtout, elle s'adresse largement à des investisseurs dont la raison d'être est de prendre des risques : leurs opérations se nomment d'ailleurs *venture-capital* (« capital-risque »). Un tel sauvetage revient ainsi à socialiser les pertes, à contourner le capitalisme de son sens originel (la responsabilité du risque pris) et, enfin, à créer un gouffre entre les

citoyens modestes, priés de payer les traites, et les grands fonds californiens, bien choyés.

À LIRE AUSSI : Faillite de la SVB : "Les banques européennes sont aussi exposées au risque de décote des obligations"

L'intervention de la Banque nationale suisse (BNS) au bénéfice du Crédit suisse reproduit dans une certaine mesure ce travers financier. Cet établissement a beaucoup spéculé quand les dollars, les euros et les francs suisses coulaient à flots. L'époque de l'« argent magique » étant terminée, le Crédit suisse se retrouve en grave difficulté, et ses actionnaires saoudiens n'ont pas voulu « remettre au pot ». Comme la faillite exposait tout le pays – et sans doute au-delà –, la BNS est intervenue. Ce sauvetage est un soulagement, mais il crée aussi une certaine colère au moment où les Suisses apprennent que leur banque centrale vient de faire d'enregistrer 130 milliards de francs suisses de pertes en 2022.

Le risque de contagion existe-t-il ?

Pour répondre à cette question, il faut regarder de très près l'évolution des taux d'intérêt. Les banques commerciales en Europe – mais davantage encore aux États-Unis – ont acheté beaucoup d'obligations d'État. Or la hausse des taux d'intérêt dévalorise leurs titres. Elles se retrouvent donc avec des pertes

potentielles énormes. Les marchés financiers se rendent compte en ce moment même de cette fragilité financière. Si les banques ne vendent pas ces titres d'État, elles ne perdent rien. Mais si elles doivent à tout prix obtenir de l'argent frais, c'est-à-dire des liquidités pour faire face à la demande de leurs clients – fonds d'investissement, particuliers fortunés, grandes entreprises –, alors elles « matérialisent » leurs pertes, comme disent les banquiers. Et la défiance s'installe partout. Les boursiers vendent, les riches aussi. Une banque peut donc avoir un bilan solide mais se retrouver exposée à un risque de manque de liquidités par le seul effet de contagion. Conscientes du problème, les banques centrales préfèrent alors intervenir pour éteindre l'incendie, surtout quand un établissement dit « systémique » – de nature à mettre tout l'édifice financier par terre – prend feu.

L'UBS, qui va racheter Credit Suisse Group AG, demande des garanties à l'État : que penser de cette décision ? Est-ce le retour du renflouement des banques par les États de façon détournée ?

Nous vivons une époque formidable où le Crédit Suisse est sur le point d'être vendu à l'UBS à 3 milliards, quand sa capitalisation boursière dépassait les 90 milliards en 2007 ! Soldes sauvages : la valeur boursière du CS était encore de 5 milliards de francs suisses en clôture vendredi dernier... Une

question se pose : le modique prix de 3 milliards ne sous-entend-il pas de façon limpide que la banque en question détient des monceaux d'actifs pourris ? Et l'UBS ne tient pas forcément à les reprendre. Voilà pourquoi, en dernier recours, le Crédit suisse sera nationalisé et que les pertes seront – encore et encore et encore et encore – supportées par l'État.

Les banques européennes, et en particulier françaises, semblent pour l'heure épargnées par des phénomènes de panique...

Oui. Elles suivent des règles prudentielles plus strictes et disposent de bons matelas de trésorerie. Mais, comme toujours, les banques restent liées les unes aux autres, elles se prêtent au quotidien de l'argent comme pour respirer. Or, si une banque dite « systémique » vacille, elle diffuse son problème de liquidités disponibles à l'ensemble des « participants ».

Mais alors, pourquoi les banques centrales continuent à augmenter leurs taux d'intérêt ? N'est-ce pas paradoxal ?

Voilà le grand dilemme de la politique monétaire. Et sans doute aussi le grand piège. La Banque centrale européenne vient de rendre le crédit plus cher et suggère ainsi ce message : on ne va pas céder à vos peurs ou vos intimidations et c'est d'ailleurs la preuve que nos banques sont solides. Habile argument bien que l'augmentation des taux

argument, bien que l'augmentation des taux fragilise les banques commerciales. Pour attester la robustesse de celles-ci, la BCE prend une décision qui les affaiblit. Les banques centrales assèchent le marché et provoquent un problème de liquidités. De plus, par cette décision de serrer la vis monétaire, elle complique la vie des citoyens : il devient plus cher d'obtenir un crédit immobilier, par exemple.

BNS : Rien ne va plus. Une banque centrale ne devrait pas faire ça, de Michel Santi, Éditions Favre, parution le 24 mars, 13,50 €.

[Vous souhaitez donner votre avis sur cet article ?](#)

COMMENTER

EndFragment



Par Franck Dedieu

PLUS D'ECONOMIE

**DÉCOUVREZ LE
NUMÉRO DE LA
SEMAINE**

LIVE EN COURS

Motion de censure après le 49.3 : Élisabeth Borne sur la sellette, suivez notre direct



Magazine Marianne le 20/03/2023



LIRE LE MAGAZINE

Entretien

M Silicon Valley Bank, Crédit suisse... Va-t-on revivre la crise financière de 2008 ?

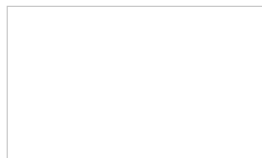


Franck Dedieu le 20/03/2023

LES ARTICLES LES PLUS
LUS

Nan mais allô quoi

M Magali Berdah, Marc et Nadé Blata... Influenceurs toxiques et réglementation délicate

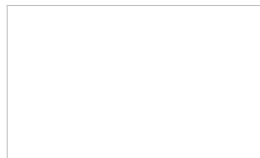


Emilien Hertement le 19/03/2023

C'est pas sa faute à lui

"Défendre le nucléaire, c'est ce que j'ai fait tout au long de mon mandat" : Hollande ose tout

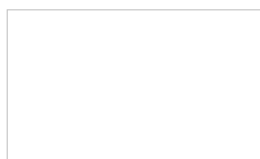
Louis Nadau le 17/03/2023



Agiter la peur

M 49.3 : "En ce moment, les marchés financiers se fichent complètement de la réforme des retraites"

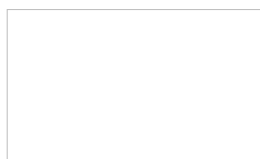
Pierre Lann le 17/03/2023



Mobilisation

M Chronométrés, pressurisés, mal payés... À McDonald's, des salariés en lutte contre leurs conditions de travail

Théodore Azouze le 17/03/2023



1. En Espagne, la réforme des retraites fait grogner... les plus riches
2. Carburant : Olivier Mateu de la CGT conseille "d'aller faire des pleins d'essence" avant une éventuelle pénurie
3. "Regarde-moi", du chanteur Pierre de Maere : on en a déjà marre...
4. Les indiscretions de "Marianne" : Franck Riester, "le traître" promu à Renaissance
5. Coût de la vie, diplôme peu reconnu, flexibilité... Derrière l'exil rêvé au Canada, le mirage

Vous souhaitez donner votre avis sur cet article ?

vous souhaitez donner votre avis sur cet article :

COMMENTER

“

LE GOÛT DE LA VÉRITÉ N'EMPÊCHE PAS
DE PRENDRE PARTI

”

ALBERT CAMUS

LE MOIS DE

LES RÉFLEXIONS

LE MAGAZINE



POLITIQUE



SOCIÉTÉ



ÉCONOMIE



MONDE



Déposer vos annonces légales

AGORA



Voir nos annonces légales

CULTURE



ART DE VIVRE



NEWSLETTERS

ARCHIVES



Foire aux questions

NUS RÉSEAUX
SOCIAUX



Facebook



Twitter

[Mentions légales](#)

[Données personnelles et cookies](#)

[Gérer mes cookies](#)

[CGU et CGV](#)

[Formulaire de rétractation](#)

[Postuler à un stage](#)

[Flux RSS](#)